

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/186/EEC/Add.7
23 décembre 2009

(09-6550)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1
du GATT de 1994 et de l'article 25 de l'Accord sur
les subventions et les mesures compensatoires

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Addendum

L'addendum ci-après à la notification des Communautés européennes* porte sur les programmes de subventions de l'**Estonie**.

* Le 1^{er} décembre 2009, le Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne (fait à Lisbonne le 13 décembre 2007) est entré en vigueur. Le 29 novembre 2009, l'OMC a reçu une note verbale (WT/L/779) du Conseil de l'Union européenne et de la Commission des Communautés européennes indiquant que, en vertu du Traité de Lisbonne, à compter du 1^{er} décembre 2009, l'Union européenne se substitue et succède à la Communauté européenne.

ESTONIE

TABLE DES MATIÈRES

Page

I.	AIDE EN FAVEUR DE LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT	3
A.	PROGRAMME DE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT (R-D).....	3
B.	PROGRAMME RELATIF AUX CENTRES DE COMPÉTENCES	4
II.	AUTRES PROGRAMMES D'AIDE HORIZONTALE	6
A.	SOUTIEN DE LA PARTICIPATION DES ENTREPRENEURS AUX FOIRES COMMERCIALES.....	6
B.	SOUTIEN DANS LE CADRE DES PROGRAMMES DE PLANIFICATION DES EXPORTATIONS ET DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS EXPORTÉS	7
C.	PROGRAMMES DE FORMATION À L'INTENTION DES ENTREPRISES.....	8
D.	PROGRAMME DE GARANTIE POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	9
E.	PROGRAMME DE CONSULTATION.....	11
F.	PROGRAMME D'AIDE AU DÉMARRAGE	12
G.	PROGRAMME DE FORMATION À L'INTENTION DES PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES	13
H.	AIDE À L'EMPLOI	14
III.	AIDE RÉGIONALE	15
A.	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE COMMERCIALE.....	15
B.	PROGRAMME RELATIF AU TOURISME.....	16
C.	PROGRAMME D'AIDE À L'INVESTISSEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA DIVERSIFICATION DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DE SUBSTITUTION DANS LES ZONES RURALES ET POUR LA RÉNOVATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES VILLAGES	18
D.	SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT POUR LES PARCS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES.....	19
IV.	AIDE EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT.....	20
A.	REMPLACEMENT DE LA REDEVANCE DE POLLUTION	20
B.	PROGRAMME EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT	21
C.	EXONÉRATION DES DROITS D'ACCISE FRAPPANT LE BIOCARBURANT.....	22
V.	SOUTIEN INTERNE À L'AGRICULTURE.....	23
A.	SERVICES DE CARACTÈRE GÉNÉRAL	23
B.	DÉTENTION DE STOCKS PUBLICS À DES FINS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	25
C.	AIDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE	26
D.	VERSEMENTS DIRECTS AUX PRODUCTEURS	27
E.	VERSEMENTS À TITRE D'AIDE EN CAS DE CATASTROPHES NATURELLES	29
F.	AIDE À L'AJUSTEMENT STRUCTUREL FOURNIE PAR LE BIAIS D'AIDES À L'INVESTISSEMENT	29
G.	VERSEMENTS AU TITRE DES PROGRAMMES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	31
H.	VERSEMENTS AU TITRE DES PROGRAMMES D'AIDE RÉGIONALE	32
I.	SOUTIEN CONCERNANT LES ASSURANCES	33
J.	EXEMPTION DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS.....	34

I. AIDE EN FAVEUR DE LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT

A. PROGRAMME DE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT (R-D)

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme vise à accroître la compétitivité des entreprises en soutenant les projets de recherche-développement destinés à l'élaboration de nouvelles technologies et de nouveaux produits, procédés et services.

Le programme du Département municipal des entreprises de la ville de Tallinn a pour objectif de fournir une aide pour la mise en œuvre de solutions innovantes dans les entreprises situées à Tallinn et de contribuer à la protection de ces solutions grâce à l'obtention d'une protection en matière de propriété industrielle dans les pays étrangers.

3. Fondement et législation

Autorité: Fondation Entreprise Estonie, organisme d'exécution du Ministère des affaires économiques et des communications.

Pour la ville de Tallinn – Département municipal des entreprises.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Loi sur l'aide structurelle 2007-2013; Règlement n° 51 du Ministère des affaires économiques et des communications, du 9 mai 2005; Règlement n° 40 du Ministère des affaires économiques et des communications, du 15 mai 2008.

Règlement n° 23 du Conseil municipal de Tallinn du 20 avril 2006.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les subventions sont accordées aux PME, aux grandes entreprises et aux instituts de R-D, qui entreprennent des projets de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel ainsi que des études de faisabilité. Une aide est également accordée aux PME pour couvrir les coûts associés à l'obtention et à la validation de brevets et autres droits de propriété intellectuelle.

En règle générale, les projets de recherche industrielle peuvent être subventionnés à hauteur de 60 pour cent des coûts admissibles, voire de 75 pour cent dans certains cas (PME, coopération transfrontalière, diffusion des résultats à grande échelle, etc.).

Dans le cas de la recherche industrielle réalisée par des instituts de R-D publics, l'aide publique peut représenter jusqu'à 75 pour cent du coût du projet.

Les projets de développement préconcurrentiel peuvent en général être subventionnés à hauteur de 35 pour cent, voire de 50 pour cent dans certains cas.

Les études de faisabilité techniques préalables aux activités de recherche industrielle peuvent être subventionnées à hauteur de 75 pour cent et les études préalables aux activités de développement préconcurrentiel, à hauteur de 50 pour cent.

Les coûts relatifs aux droits de propriété intellectuelle peuvent être subventionnés à hauteur de 50 pour cent.

Le montant maximal de l'aide est de 0,3 million de couronnes estoniennes (EEK) pour les études de faisabilité et de 30 millions de couronnes estoniennes pour les projets de recherche industrielle.

Entreprises situées à Tallinn: les demandeurs admissibles sont les entreprises, les entrepreneurs individuels, les personnes physiques. Le montant maximal de l'aide est de 100 000 couronnes estoniennes et peut couvrir jusqu'à deux tiers du coût total du projet. L'aide peut être demandée uniquement pour couvrir les dépenses liées à un projet spécifique qui sont justifiées, c'est-à-dire pour couvrir les coûts (redevances et coûts de rédaction) des procédures nationales et internationales liées aux demandes de brevet international.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 22,0 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 26,7 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme est en vigueur jusqu'au 30 juin 2015.

Aucun délai n'a été fixé en ce qui concerne le programme du Département municipal des entreprises de la ville de Tallinn.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

B. PROGRAMME RELATIF AUX CENTRES DE COMPÉTENCES

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer la compétitivité des entreprises par le biais d'une coopération stratégique entre les secteurs scientifique et industriel. À cette fin, un soutien est accordé pour la création de petits consortiums de recherche-développement – les centres de compétences.

3. Fondement et législation

Autorité: Fondation Entreprise Estonie.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Loi sur l'aide structurelle 2007-2013; Règlement n° 97 du Ministère des affaires économiques et des communications, du 25 août 2005.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'aide est accordée aux centres de compétences qui mènent des activités de recherche fondamentale et industrielle ou de développement préconcurrentiel.

Les centres de compétences sont de petits instituts de R-D créés et gérés conjointement par un certain nombre d'entreprises et d'universités. Leur principale caractéristique est qu'ils font une large place à la recherche industrielle nécessaire pour les activités de développement de produits de leurs fondateurs.

Les projets de recherche fondamentale peuvent être subventionnés à hauteur de 100 pour cent.

Les projets de recherche industrielle peuvent être subventionnés à hauteur de 70 pour cent des coûts admissibles, voire de 75 pour cent dans certains cas (PME, coopération transfrontalière, diffusion des résultats à grande échelle, etc.).

Les projets de développement préconcurrentiel peuvent en général être subventionnés à hauteur de 45 pour cent, voire de 50 pour cent dans certains cas.

Les études de faisabilité techniques préalables aux activités de recherche industrielle peuvent être subventionnées à hauteur de 75 pour cent et les études préalables aux activités de développement préconcurrentiel, à hauteur de 50 pour cent.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 18,7 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 24,7 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme est en vigueur jusqu'au 31 août 2015.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

II. AUTRES PROGRAMMES D'AIDE HORIZONTALE

A. SOUTIEN DE LA PARTICIPATION DES ENTREPRENEURS AUX FOIRES COMMERCIALES

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Organiser et faciliter la participation des entrepreneurs aux foires commerciales internationales.

3. Fondement et législation

Autorité: Fondation Entreprise Estonie.

Pour la ville de Tallinn – Département municipal des entreprises.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Loi sur l'aide structurelle 2007-2013; Règlement n° 67 du Ministère des affaires économiques et des communications, du 24 juillet 2008.

Règlement n° 50 du Conseil municipal de Tallinn du 13 décembre 2007.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée à l'exploitant/à l'organisateur de la foire ou à l'entreprise qui souhaite y participer sous forme de versement au titre de la location de stands et autres dépenses similaires. La subvention ne peut excéder 50 pour cent des dépenses.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 4,9 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 0,7 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2013.

Aucun délai n'a été fixé en ce qui concerne le programme du Département municipal des entreprises de la ville de Tallinn.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

B. SOUTIEN DANS LE CADRE DES PROGRAMMES DE PLANIFICATION DES EXPORTATIONS ET DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS EXPORTÉS

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'élaboration de plans d'exportation à long terme par les entreprises et financer leur mise en œuvre.

3. Fondement et législation

Autorité: Fondation Entreprise Estonie.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Loi sur l'aide structurelle 2007-2013; Règlement n° 114 du Ministère des affaires économiques et des communications, du 26 septembre 2005; Règlement n° 11 du Ministère des affaires économiques et des communications, du 5 février 2008.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Le programme permet aux entreprises d'étendre leurs activités d'exportation en leur offrant une formation, des services de consultation et un financement appropriés.

Les différentes activités de commercialisation (participation à des salons professionnels, déplacements sur des marchés étrangers, services de consultation, supports promotionnels, participation à des rencontres, etc.) seront financées par Entreprise Estonie dans la limite de 1 million de couronnes estoniennes.

La subvention à la planification des exportations peut être accordée pour les coûts de commercialisation (respect des prescriptions en vigueur sur le marché d'exportation, échantillons et matériel publicitaire, mise au point des marques et enregistrement dans le pays cible), les études de marché, la visite des marchés cibles et l'organisation de manifestations commerciales. La subvention peut être comprise entre 150 000 et 2 500 000 couronnes estoniennes par projet.

Pour les deux volets, le taux d'autofinancement est de 50 pour cent des dépenses admissibles.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 6,1 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 4,0 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2013.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

C. PROGRAMMES DE FORMATION À L'INTENTION DES ENTREPRISES

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'aide à la formation a pour objectif de soutenir la formation en cours d'emploi et la reconversion des entrepreneurs et des personnes qui travaillent dans les entreprises afin de maintenir ou d'accroître la compétitivité des employés sur le marché du travail, de développer l'esprit d'entreprise, de créer des conditions favorables à la création de nouveaux emplois et d'accroître la capacité des personnes dans le domaine des activités de recherche-développement et du développement technologique.

3. Fondement et législation

Autorité: Pour la ville de Tallinn – Département municipal des entreprises.

Fondation Entreprise Estonie, Office du marché du travail, Office des registres agricoles et de l'information.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Règlement n° 26 du Conseil municipal de la ville de Tallinn du 18 avril 2002; Règlement n° 64 du Conseil municipal de la ville de Tallinn du 22 décembre 2005; Règlement n° 49 du Conseil municipal de la ville de Tallinn du 9 décembre 2004.

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Loi sur l'aide structurelle 2007-2013; Règlement n° 80 du Ministère des affaires économiques et des communications du 22 septembre 2006; Règlement n° 83 du Ministère des affaires économiques et des communications du 22 septembre 2006; Règlement n° 35 du Ministère des affaires sociales du 4 avril 2006; Règlement n° 100 du Ministère des affaires sociales du 16 septembre 2005.

Loi sur l'organisation du marché de la pêche; Règlement n° 70 du Ministère de l'agriculture du 9 juin 2006.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises et aux entrepreneurs individuels ainsi qu'aux associations de chefs d'entreprises et aux associations professionnelles. Aucune aide ne sera accordée

pour la formation destinée à relever le niveau général d'instruction. La subvention peut couvrir jusqu'à 70 pour cent des coûts admissibles pour les PME et jusqu'à 50 pour cent pour les grandes entreprises.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 16,7 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 12,1 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Aucun délai n'a été fixé en ce qui concerne le programme du Département municipal des entreprises de la ville de Tallinn. Les programmes relevant d'Entreprise Estonie, de l'Office du marché du travail et de l'Office des registres agricoles et de l'information sont en vigueur jusqu'au 31 décembre 2013.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

D. PROGRAMME DE GARANTIE POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les petites et moyennes entreprises en facilitant leur accès au capital par une garantie de leur prêt bancaire.

3. Fondement et législation

Autorité: Fonds de crédit et de garantie à l'exportation – KredEx.

Fondation pour le développement rural.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Statuts du Fonds de crédit et de garantie à l'exportation (KredEx); Loi sur l'aide aux entreprises et les garanties de prêts accordées par l'État; Règlement n° 74 du Ministère des affaires économiques et des communications du 3 août 2006.

Loi sur le développement rural et la réglementation du marché agricole; Procédures à suivre pour le dépôt d'une demande de garantie et pour le traitement de la demande (approuvées par la décision du Conseil d'administration de la Fondation pour le développement rural du 12.12.07.

5. Forme de la subvention

Garanties de prêts et de crédits-bails, prêts participatifs.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les garanties de prêts aux entreprises sont destinées aux entreprises dont la valeur des biens collatéraux ou la capacité d'autofinancement ne sont pas suffisantes pour obtenir un prêt bancaire ou qui n'ont pas suffisamment d'antécédents. Les garanties de prêts sont accordées aux PME, c'est-à-dire aux entreprises de moins de 250 employés qui ont un chiffre d'affaires inférieur à 625 millions de couronnes estoniennes, et aux entrepreneurs individuels.

La garantie des prêts à l'investissement sert à couvrir les investissements à long terme: achats d'équipements; achat, construction ou rénovation d'unités de production. Le montant maximal possible de la garantie est de 15 millions de couronnes estoniennes. La garantie des prêts pour le fonds de roulement permet de garantir les opérations des entreprises nouvellement créées ainsi que des petites et moyennes entreprises existantes. La garantie des prêts est destinée au financement à court terme du fonds de roulement: achat de stocks; lancement de campagnes de commercialisation à grande échelle; couverture d'autres dépenses courantes planifiées ou non planifiées. Le montant maximal possible de la garantie est de 8 millions de couronnes estoniennes.

Le Kredex garantit jusqu'à 75 pour cent du montant du prêt. La commission de garantie annuelle minimale est de 1,8 pour cent du solde de la garantie. Le taux exact de la commission de garantie dépend du niveau de risque du projet. En outre, la transaction comporte une commission à la signature du contrat qui s'élève à 1 pour cent de la garantie, payable à la conclusion de l'accord de garantie.

La garantie de crédit-bail est, pour l'essentiel, une garantie de rachat des biens (utilisée principalement pour le crédit-bail concernant les machines et les équipements). Le Kredex garantit jusqu'à 40 pour cent du montant non acquitté du prix de rachat du bien faisant l'objet du crédit-bail (c'est-à-dire le montant non versé à la société de crédit-bail, hors TVA et intérêts); le montant de la garantie diminue proportionnellement à la réduction du prix de rachat du bien faisant l'objet du crédit-bail. Le montant maximal possible de la garantie est de 15 millions de couronnes estoniennes. La commission de garantie annuelle minimale est de 1,2 pour cent du solde de la garantie. Le taux exact de la commission de garantie dépend du niveau de risque du projet. En outre, la transaction comporte une commission à la signature du contrat qui s'élève à 1 pour cent de la garantie, payable à la conclusion de l'accord de garantie.

Le prêt participatif est un prêt destiné aux entreprises prospères en développement rapide, qui obtiennent déjà de bons résultats dans leur domaine d'activité et qui ont besoin de capitaux additionnels pour étendre leurs activités mais qui ne satisfont pas aux critères établis pour bénéficier d'un prêt bancaire du montant désiré. Le Kredex mettra les capitaux à la disposition de l'entrepreneur sans demander de nantissement quelconque. N'étant pas, en règle générale, remboursable avant la fin de la période de prêt, le prêt participatif, d'un point de vue bancaire, va augmenter de façon conditionnelle les fonds propres de la société, ce qui permettra à celle-ci de demander un prêt bancaire additionnel et de financer une croissance rapide. Outre la possibilité de demander un financement qui, sinon, ne serait pas disponible, la société peut aussi bénéficier du fait que, à la différence des différents fonds de capital risque, le Kredex n'interviendra pas dans la gestion du bénéficiaire du prêt. Le montant du prêt va de 1 à 16 millions de couronnes estoniennes, et les fonds propres minimums s'élèvent à 1 million de couronnes estoniennes; la part des fonds propres dans le bilan doit représenter au moins 10 pour cent; en règle générale, le principal du prêt sera remboursé sous forme de versement forfaitaire à la fin de la période de prêt, ou par tranches égales au moins deux fois par an, à compter de la fin du délai de grâce: la commission versée à la signature du contrat s'élève à 1 pour cent du montant du prêt, mais au maximum à 100 000 couronnes estoniennes; en règle générale, les intérêts seront versés sur une base mensuelle; le taux d'intérêt a été fixé pour toute la durée du prêt et, en règle générale, va de 18 à 22 pour cent du solde du prêt par an.

La Fondation pour le développement rural garantit la dette d'un entrepreneur (emprunt, crédit-bail). Une PME peut obtenir une garantie. L'entrepreneur ne doit pas avoir d'arriérés d'impôts ni être en difficulté financière et doit pouvoir remplir les obligations découlant de l'accord de prêt.

L'ampleur de la garantie nécessaire pour un prêt donné est déterminée par la banque qui présente aussi une demande correspondante à la Fondation pour le développement rural. La garantie ne relève pas l'entrepreneur de sa responsabilité. C'est lui qui est responsable de remplir des obligations contractées dans le cadre d'un prêt. Le prêt doit aussi être garanti par les biens propres de l'entrepreneur ou par une caution personnelle. Si pour une quelconque raison, l'entreprise fait faillite et si les biens servant de garantie ne sont pas suffisants pour effacer le solde de la dette, la Fondation pour le développement rural remboursera à la banque le montant convenu de la garantie.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – montant de la garantie: 324,5 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – montant de la garantie 184,1 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Aucun délai n'a été fixé.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

E. PROGRAMME DE CONSULTATION

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Permettre aux PME et aux entrepreneurs individuels de recourir aux services de consultants professionnels à des tarifs abordables, selon des conditions de faveur.

3. Fondement et législation

Autorité: Fondation Entreprise Estonie.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Règlement n° 74 du Ministère des affaires économiques et des communications du 13 avril 2004.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée à des PME ou aux entrepreneurs individuels. Le montant de l'aide peut aller jusqu'à 200 000 couronnes estoniennes par demandeur et par an et peut couvrir jusqu'à 50 pour cent du coût des services de conseils.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 1,2 million de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 1,6 million de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

F. PROGRAMME D'AIDE AU DÉMARRAGE

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les personnes à créer des entreprises et des emplois. Le programme vise également à accroître le coefficient de survie des nouvelles entreprises.

3. Fondement et législation

Autorité: Pour la ville de Tallinn – Département municipal des entreprises.

Pour le reste de l'Estonie – Fondation Entreprise Estonie.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Loi sur l'aide structurelle 2007-2013; Règlement n° 65 du Ministère des affaires économiques et des communications du 26 juillet 2007; Règlement n° 10 du Ministère des affaires économiques et des communications du 28 janvier 2008.

Règlement n° 26 du Conseil municipal de Tallinn du 18 avril 2006; Règlement n° 52 du Conseil municipal de Tallinn du 13 décembre 2007.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les demandeurs peuvent être des entreprises en cours de création en Estonie ou des entreprises qui ont été inscrites au Registre du commerce au maximum 24 mois avant la date

d'enregistrement de la demande, et dans laquelle aucune personne privée ou morale de droit public ne détient plus de 25 pour cent des actions.

Le montant maximum du don est de 200 000 couronnes estoniennes par demandeur. Il ne peut pas excéder 75 pour cent des coûts admissibles et l'autofinancement est d'au moins 25 pour cent.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 7,2 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 5,3 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le projet doit être achevé dans un délai de 12 mois.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

G. PROGRAMME DE FORMATION À L'INTENTION DES PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif du programme est de soutenir la création et le développement de sociétés innovantes en leur fournissant des services d'incubation.

3. Fondement et législation

Autorité: Fondation Entreprise Estonie.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Loi sur l'aide structurelle 2007-2013; Règlement n° 132 du Ministère des affaires économiques et des communications du 31 octobre 2005.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Le soutien est accordé aux start-up sous forme de services d'incubation, qui incluent la formation.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 1,1 million de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 3,5 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme est en vigueur jusqu'au 30 juin 2009.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

H. AIDE À L'EMPLOI

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif du programme est d'intégrer les personnes sans emploi et les personnes appartenant à des groupes à risque sur le marché du travail, afin d'accroître l'efficacité et la qualité des services du marché du travail et de favoriser la création d'emplois.

3. Fondement et législation

Autorité: Office du marché du travail.

Département municipal des entreprises de la ville de Tallinn.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006 (jusqu'au 30.06.2009); Loi sur l'aide structurelle 2007-2013 (programme visant à accroître l'offre de main-d'œuvre qualifiée 2007-2013 ratifié à ce titre); Règlement n° 100 du Ministère des affaires sociales du 16 septembre 2005 (jusqu'au 30.06.2009); Règlement n° 35 du Ministère des affaires sociales du 4 avril 2006 (jusqu'au 30.06.2009); Règlement n° 69 du Ministère des affaires sociales du 5 novembre 2008; Loi sur les services et les prestations en faveur du marché du travail.

Règlement n° 22 du Conseil municipal de Tallinn du 20 avril 2006.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les subventions sont accordées aux employeurs qui recrutent des travailleurs défavorisés ou handicapés, afin de couvrir les coûts additionnels liés à l'emploi de travailleurs handicapés (adaptation des locaux ou des équipements), et aux personnes sans emploi qui se lancent dans la création d'entreprise.

La subvention salariale est un avantage dont peuvent bénéficier les employeurs engageant des chômeurs qui, dans les 12 mois précédant leur inscription au chômage, ont été libérés de prison ou des chômeurs inscrits au chômage depuis plus de 12 mois consécutifs sans avoir trouvé d'emploi (pour les jeunes de 16 à 24 ans depuis plus de six mois consécutifs). La subvention correspond à 50 pour cent

du salaire ou du traitement de l'employé ou du fonctionnaire mais n'excède pas le salaire mensuel minimum établi par le gouvernement. La subvention est versée de six mois à un an maximum à partir de la signature du contrat en droit public.

La subvention à la création d'entreprise est destinée aux personnes inscrites au chômage qui souhaitent créer leur entreprise. Le montant maximum de la subvention pour 2007 et 2008 était fixé à 20 000 couronnes estoniennes. (Le plafond de la subvention à la création d'entreprise est établi dans le budget de l'État pour chaque exercice. Le nouveau plafond ne peut pas être inférieur à celui de l'année précédente.) Pour le programme visant à accroître l'offre de main-d'œuvre qualifiée 2007-2013, le plafond de la subvention est fixé à 70 000 couronnes estoniennes.

La subvention pour l'adaptation des locaux et des équipements est versée lors du recrutement de travailleurs handicapés. Lorsqu'un travailleur handicapé est engagé par un employeur, le coût de l'adaptation nécessaire est compensé (jusqu'au 30.05.2009 par l'Office du marché du travail et à partir du 01.05.2009 par la caisse d'assurance chômage). Le montant de la subvention correspond à 50 pour cent du coût de l'ajustement, mais n'excède pas le montant maximal de l'aide établi. (Le plafond de la subvention est établi dans le budget de l'État pour chaque exercice. Le nouveau plafond ne peut pas être inférieur à celui de l'année précédente.)

Un auxiliaire peut être mis à la disposition d'une personne handicapée au chômage qui a besoin d'aide pour travailler. L'Office du marché du travail (et à partir du 01.05.2009 la caisse d'assurance chômage) signe avec l'auxiliaire ou l'employeur un contrat de droit public prévoyant l'offre d'une aide au travail pour une personne handicapée. Le salaire (correspondant aux horaires limites prévus par la Loi sur les services et les prestations en faveur du marché du travail) est versé sur le compte de l'auxiliaire ou de l'employeur. (Le salaire horaire est établi dans le budget de l'État pour chaque exercice. Le nouveau salaire horaire ne peut pas être inférieur à celui de l'année précédente.)

Pour les entrepreneurs de la ville de Tallinn, le montant maximal de l'aide est de 200 000 couronnes estoniennes, 50 pour cent des coûts de la création d'emplois étant couverts.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 7,6 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 6,0 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Aucun délai n'a été fixé, sauf en ce qui concerne le plafond (70 000 couronnes estoniennes) pour la subvention à la création d'entreprise qui est accordée au titre du programme visant à accroître l'offre de main-d'œuvre qualifiée 2007-2013.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

III. AIDE RÉGIONALE

A. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE COMMERCIALE

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer l'environnement commercial des entreprises existantes en favorisant la création de l'infrastructure commerciale nécessaire et la construction de locaux industriels dotés d'un équipement moderne.

3. Fondement et législation

Autorité: Fondation Entreprise Estonie.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Règlement n° 72 du Ministère des affaires économiques et des communications du 13 avril 2004.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux PME dont les projets d'investissements concernent la construction de l'infrastructure nécessaire au développement de leurs activités en dehors de la ville de Tallinn.

Le montant de l'aide va de 100 000 à 2,5 millions de couronnes estoniennes. Des conditions différentes s'appliquent aux PME situées dans les communes des alentours de la ville de Tallinn (jusqu'à 25 pour cent des coûts admissibles peuvent être couverts) et aux PME situées dans d'autres régions d'Estonie (jusqu'à 50 pour cent des coûts admissibles peuvent être couverts).

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 18,7 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 1,5 million de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme a pris fin en décembre 2006. Les derniers versements ont été effectués en 2008.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

B. PROGRAMME RELATIF AU TOURISME

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Diversifier la gamme des produits et services touristiques estoniens, en améliorer la qualité, les rendre plus compétitifs au niveau international et accroître la demande de ces produits sur les marchés cibles internationaux; investir dans l'infrastructure locale (en ce qui concerne le programme visant l'île de Kihnu).

3. Fondement et législation

Autorité: Fondation Entreprise Estonie.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Loi sur l'aide structurelle 2007-2013; Règlement n° 126 du Ministère des affaires économiques et des communications, du 7 mai 2004. Décret n° 123 du Ministère de l'intérieur du 22 novembre 2006.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Toute entreprise enregistrée en Estonie et dans laquelle la participation de l'État ou des autorités locales n'excède pas 25 pour cent peut demander à bénéficier de la subvention.

Le montant minimum de l'aide au développement de produits est de 800 000 couronnes estoniennes, et le montant maximal de 10 millions de couronnes estoniennes.

Le montant minimal de l'aide à la commercialisation est de 75 000 couronnes estoniennes, et le montant maximal de 1,5 million de couronnes estoniennes.

Le don peut couvrir jusqu'à 50 pour cent des coûts admissibles au bénéfice de l'aide, dans les régions du nord de l'Estonie (comté d'Harjumaa et ville de Tallinn) le pourcentage de l'aide ne peut pas excéder 40 pour cent des coûts admissibles au bénéfice de l'aide.

Le programme visant l'île de Kihnu concerne les travailleurs indépendants ou les entrepreneurs dont les activités vont dans le sens des objectifs du programme. La subvention est accordée pour des investissements dans l'infrastructure locale et le développement et la commercialisation de produits touristiques. Le montant maximal de la subvention est de 2,5 millions de couronnes estoniennes par projet et peut couvrir jusqu'à 85 pour cent des coûts admissibles au bénéfice de l'aide.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 7,7 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 4,4 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme est en vigueur jusqu'au 30 juin 2009 (pour les fournisseurs jusqu'au 30 avril 2009).

Le programme visant l'île de Kihnu est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2010.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

C. PROGRAMME D'AIDE À L'INVESTISSEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA DIVERSIFICATION DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DE SUBSTITUTION DANS LES ZONES RURALES ET POUR LA RÉNOVATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES VILLAGES

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Créer des emplois non agricoles pour revitaliser les régions rurales en encourageant l'investissement dans la diversification des activités économiques dans ces régions.

3. Fondement et législation

Autorité: Office des registres agricoles et de l'information.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Loi sur l'aide structurelle 2007-2013; Règlement n° 126 du Ministère de l'agriculture du 28 juillet 2004; Règlement n° 176 du Ministère de l'agriculture du 29 octobre 2004; Règlement n° 122 du Ministère de l'agriculture du 10 octobre 2007.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entrepreneurs qui diversifient ou élargissent leurs activités et aux producteurs agricoles qui entreprennent des activités non agricoles dans les zones rurales ou à d'autres entreprises dans ces zones. Elle est accordée pour les investissements dans les zones rurales axés sur la promotion du tourisme et de l'artisanat, la fourniture de services à l'économie et aux habitants des zones rurales et la production de produits non agricoles.

Pour avoir droit à la subvention les entreprises doivent être présentes sur le marché depuis au moins six mois. La préférence est donnée à celles qui utilisent des matières premières/ressources locales ou qui offrent des services. La subvention peut couvrir jusqu'à 50 pour cent des coûts admissibles.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 3,4 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 6,7 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme est en vigueur jusqu'au 30 avril 2009.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

D. SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT POUR LES PARCS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer l'environnement commercial pour les entreprises à forte intensité technologique en soutenant la création des infrastructures nécessaires aux parcs scientifiques et technologiques.

3. Fondement et législation

Autorité: Fondation Entreprise Estonie.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Loi sur l'aide structurelle 2007-2013; Règlement n° 10 du Ministère des affaires économiques et des communications du 1^{er} mars 2007.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux personnes morales de droit privé qui favorisent le transfert de connaissances et de technologie en fournissant des infrastructures et des services d'appui de haut niveau et qui sont actives depuis au moins trois ans dans ce secteur.

La subvention est d'un montant maximal de 33,2 millions de couronnes estoniennes par projet et peut couvrir jusqu'à 70 pour cent des coûts admissibles au bénéfice de l'aide: coûts de la préparation du terrain pour la construction, de l'établissement des plans et de la construction des bâtiments, du matériel, etc.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 3,7 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 3,1 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme était en vigueur jusqu'au 30 juin 2008.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

IV. AIDE EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

A. REMPLACEMENT DE LA REDEVANCE DE POLLUTION

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme vise à réduire la pollution en encourageant les investissements volontaires dans la protection de l'environnement.

3. Fondement et législation

Autorité: Ministère de l'environnement.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur les redevances environnementales, article 48.

5. Forme de la subvention

Remplacement de la redevance de pollution par des investissements dans la protection de l'environnement.

6. À qui et comment la subvention est accordée

En vertu de la Loi sur les redevances environnementales, les entreprises doivent payer une redevance pour le rejet de polluants ou de déchets dans l'environnement. En vertu de l'article 48 de la Loi sur les redevances environnementales, l'obligation de verser une redevance de pollution peut être remplacée par la réalisation d'investissements si:

- le pollueur met en œuvre des mesures qui assurent la réduction des polluants de 15 pour cent au moins, sur une période de trois ans, par rapport à la période comptable précédant immédiatement la mise en œuvre de ces mesures;
- s'agissant des déchets dangereux, l'éliminateur de ces déchets met en œuvre des mesures, sur une période de trois ans, qui permettent de traiter les anciens déchets dangereux comme des déchets non dangereux;
- s'agissant des déchets dangereux qui, techniquement, ne peuvent pas être recyclés, l'éliminateur des déchets construit un site d'élimination pour ces déchets, sur une période de trois ans.

La redevance de pollution sera remplacée pour un montant n'excédant pas le coût des mesures de protection de l'environnement.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 3,7 millions de couronnes estoniennes.
Exercice 2008 – 2,2 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de l'aide par bénéficiaire peut aller jusqu'à trois ans.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

B. PROGRAMME EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Préserver la stabilité de l'environnement.

3. Fondement et législation

Autorité: Centre d'investissement pour la protection de l'environnement (fondation)
Ministère de l'environnement
Fondation pour le développement rural
Office des registres agricoles et de l'information
Fondation pour les forêts privées

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur l'aide structurelle 2004-2006; Loi sur l'aide structurelle 2007-2013; Règlement n° 18 du Ministère des affaires environnementales du 22 mars 2005; Règlement n° 13 du Ministère des affaires environnementales du 17 février 2006; Règles de procédures du Centre d'investissement pour la protection de l'environnement relatives au financement des projets environnementaux; Règlement n° 31 du Ministère de l'agriculture du 3 mars 2006.

Loi sur les redevances environnementales, article 19(5)

Programme pour la promotion de l'utilisation de la biomasse et de biocarburants (approuvé par la décision du 13.12.06 du Conseil d'administration de la Fondation pour le développement rural)

Loi sur les forêts; Procédures à suivre pour le dépôt d'une demande de subvention, pour le traitement de la demande et pour les modalités de versements (approuvées par le Conseil d'administration de la Fondation pour le développement rural); Règlement n° 22 du Ministère de l'environnement du 14 mars 2007.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée pour les projets des demandeurs qui satisfont aux critères de la mesure "Développement de l'infrastructure environnementale" (Règlement ministériel n° 18) et des programmes environnementaux nationaux.

En vertu de la Loi sur les redevances environnementales, les entreprises doivent payer une redevance pour le rejet de polluants ou de déchets dans l'environnement. Les sections 3 et 4 de l'article 19 fixent les taux de certaines redevances pour les rejets de CO₂. La section 5 du même article prévoit des exonérations de cette taxe pour l'utilisation de la biomasse et de la tourbe et le recyclage énergétique des déchets.

La Fondation pour le développement rural accorde des subventions notamment pour la réalisation d'études de faisabilité sur l'infrastructure permettant d'utiliser la biomasse et les biocarburants.

Des subventions pour la promotion de la foresterie sont accordées conformément aux modalités fixées par l'Office des registres agricoles et de l'information et la Fondation pour les forêts privées.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 38,6 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 77,9 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Aucun délai n'a été fixé.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

C. EXONÉRATION DES DROITS D'ACCISE FRAPPANT LE BIOCARBURANT

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accroître l'utilisation des carburants respectueux de l'environnement (bioéthanol, biodiesel) en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce au soutien à la production et à l'utilisation des biocarburants.

3. Fondement et législation

Autorité: Ministère des finances/Office des impôts et des douanes.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi sur les droits d'accise visant l'alcool, le tabac et les carburants.

5. Forme de la subvention

Exonération des droits d'accise.

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'exonération des droits d'accise est accordée à tout producteur de biodiesel ou de bioéthanol d'Estonie, à tout producteur de biodiesel ou de bioéthanol d'un autre État Membre de l'UE (ou pays tiers) dont le produit est importée en Estonie, et à tout importateur de biodiesel ou de bioéthanol en Estonie. L'exonération des droits d'accise a lieu au moment où le produit est livré pour la consommation, c'est-à-dire soit sous forme de biocarburant pur soit mélangé à des carburants fossiles. La production tout comme le mélange des biocarburants doit avoir lieu dans des entrepôts d'accise.

Le biodiesel et le bioéthanol purs sont totalement exonérés de droits d'accise. Si le biodiesel est mélangé à un carburant fossile ou si le bioéthanol est mélangé à de l'essence, l'exonération s'applique à la quantité de biodiesel ou de bioéthanol se trouvant respectivement dans le mélange de carburants.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 2,6 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – 34,4 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Aucun délai n'a été fixé.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

V. SOUTIEN INTERNE À L'AGRICULTURE

A. SERVICES DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme vise à fournir des services et des prestations à l'agriculture ou aux communautés rurales.

3. Fondement et législation

Autorité: Ministère de l'agriculture.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

- Loi de finances 2007;
- Loi de finances 2008;
- Loi du 21 avril 2004 sur le développement rural et la réglementation du marché agricole;
- Loi du 19 juin 2008 sur le développement rural et la réglementation du marché agricole;
- Plan estonien de développement rural 2004-2006 (PDR 2004-2006);
- Plan national estonien de développement 2004-2006 (PND);
- Plan estonien de développement rural 2007-2013 (PDR 2007-2013);
- Plan de développement 2007-2013 pour accroître l'utilisation de la biomasse et des biocarburants;
- Plan de développement 2007-2013 pour récolter et conserver les ressources génétiques des cultures agricoles;
- Programme national de recherche-développement appliquée à l'agriculture 2004-2008;
- Plan d'action estonien pour une agriculture biologique 2007-2013;
- Plan de développement "Produits alimentaires estoniens";
- Diffusion d'informations et mesures de promotion des produits agricoles sur le marché intérieur et dans des pays tiers: programme d'information et de promotion concernant le miel et les produits de l'apiculture.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Le soutien à la recherche est accordé à différentes institutions pour l'élaboration de politiques agricoles, la recherche appliquée pour l'agriculture et l'élevage, la recherche en matière d'élevage y compris le soutien à l'élevage d'animaux de ferme.

Le soutien à la lutte contre les ravageurs et les maladies est accordé à différentes institutions pour l'élaboration de mesures de lutte.

- i) Le soutien à la formation inclut un soutien à la formation pratique, une aide technique (séminaires) dans le cadre du PND et des PDR 2004-2006 et 2007-2013. Le soutien à la formation pratique est fourni aux producteurs agricoles en guise de compensation partielle au titre des dépenses occasionnées par la supervision et l'organisation de la formation pratique en entreprise des étudiants qui se spécialisent en agriculture.

Les services de vulgarisation et de consultation incluent la formation des agriculteurs et des entrepreneurs des secteurs de la foresterie et de l'alimentation (cours, publications, brochures, films, matériels relatif à l'écoconditionnalité), ainsi que des services de consultation à l'intention des agriculteurs et des propriétaires de forêts. Il s'agit de soutenir la mise en place d'un système de services de consultation dans le domaine agricole et d'encourager la

fourniture de services de consultation et de vulgarisation dans ce domaine. Des centres de conseil ont été désignés pour assurer le bon fonctionnement de ce système de consultation et diffuser des informations sur les mesures gouvernementales et sur les services de qualité disponibles (ils fournissent des plans de formation et des outils de conseil, effectuent des analyses, font connaître leur action et cherchent de nouveaux conseillers). Le Ministère de l'agriculture de la République d'Estonie a fait réaliser des études pour évaluer et prévoir les activités de conseil et de formation.

Le soutien aux services d'inspection englobe les services de contrôle vétérinaire et alimentaire et les programmes d'inspection de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et le retrait et la destruction du bétail trouvé mort.

Les services de commercialisation et de promotion concernent le soutien aux activités de commercialisation et de promotion des producteurs et des transformateurs de produits agricoles grâce à la participation aux salons et foires commerciales et autres activités conjointes de promotion; la délivrance et la promotion du label de qualité "Saveur approuvée"; la collecte d'informations sur les marchés; l'octroi d'un soutien aux activités liées à l'amélioration de la production, de la transformation ou de la commercialisation des produits agricoles et à l'application à la production des derniers résultats de la recherche-développement (y compris études de marché, développement de produits, activités promotionnelles, formation, concours et foires, assurance qualité, etc.).

Le soutien aux services d'infrastructure comprend l'entretien des structures d'aménagement en vue d'encourager le développement de l'infrastructure dans les zones rurales.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 410,06 millions de couronnes estoniennes inscrits au budget de l'État.

Exercice 2008 – 390,64 millions de couronnes estoniennes inscrits au budget de l'État.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention est la période de validité des plans suivants: PND 2004-2006, PDR 2004-2006 et PDR 2007-2013, Plan de développement 2007-2013 pour accroître l'utilisation de la biomasse et des biocarburants, Plan de développement 2007-2013 pour récolter et conserver les ressources génétiques des cultures agricoles et Programme national de recherche-développement appliquée à l'agriculture 2004-2008. Conformément aux directives en la matière, les mesures gouvernementales sont en vigueur jusqu'à la fin de 2013, à moins qu'un délai plus court ne soit précisé. Aucune date limite n'a été fixée pour les autres formes de soutien.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

B. DÉTENTION DE STOCKS PUBLICS À DES FINS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme couvre les dépenses pour l'achat et l'entreposage de stocks de différents produits alimentaires.

3. Fondement et législation

Autorité: Ministère de l'agriculture.

4. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

- Loi de finances 2007;
- Loi de finances 2008;
- Loi du 22 novembre 2000 sur la protection civile.

5. Forme de la subvention

La constitution, l'entreposage et le renouvellement des stocks de réserve sont financés conformément aux accords pertinents.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Le Ministère de l'agriculture a passé un accord avec différentes entreprises (huit) qui, en partenariat avec l'État, veilleront à ce que le pays soit prêt à faire face aux situations d'urgence.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 0,059 million de couronnes estoniennes inscrit au budget de l'État.

Exercice 2008 – 0,071 million de couronnes estoniennes inscrit au budget de l'État.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Aucun délai n'a été fixé.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

C. AIDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le soutien à la distribution de lait dans les écoles vise à accroître la consommation de lait des enfants des écoles primaires et maternelles et à favoriser le développement d'habitudes alimentaires saines, ainsi qu'à promouvoir la consommation de lait et de produits laitiers.

Des stocks destinés aux personnes les plus démunies de la communauté sont distribués par des organisations caritatives. Celles-ci distribuent des macarons aux personnes démunies. Ce sont aussi elles qui communiquent avec les bénéficiaires de ce programme.

3. Fondement et législation

Autorité: Ministère de l'agriculture.

4. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi du 24 mars 2004 sur la mise en œuvre de la politique agricole commune de l'Union européenne.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Le soutien à la distribution de lait dans les écoles est une mesure au titre de l'organisation commune des marchés qui vise à accroître la consommation de lait des enfants scolarisés et à favoriser le développement d'habitudes alimentaires saines et à promouvoir ainsi la consommation de lait et de produits laitiers. Le soutien peut être accordé aux établissements d'enseignement (écoles/écoles maternelles), aux fournisseurs de produits laitiers, aux autorités locales/municipales ou aux personnes morales (par exemple, organisation à but non lucratif) qui représentent les écoles primaires/maternelles.

Les stocks destinés aux personnes les plus démunies de la communauté sont distribués à ces personnes.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 8,76 millions de couronnes estoniennes inscrits au budget de l'État.

Exercice 2008 – 12,10 millions de couronnes estoniennes inscrits au budget de l'État.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Aucun délai n'a été fixé.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

D. VERSEMENTS DIRECTS AUX PRODUCTEURS

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le soutien est fourni sous forme de paiements directs nationaux complémentaires, couplés et découplés, au régime de paiement unique à la surface (RPUS).

3. Fondement et législation

Autorité: Ministère de l'agriculture.

4. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

- Loi du 24 mars 2004 sur la mise en œuvre de la politique agricole commune de l'Union européenne;
- Décision de la Commission C (2007) 2254 du 1^{er} juin 2007;
- Décision de la Commission C (2008) 3119 du 30 juin 2008.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les paiements directs nationaux complémentaires couplés sont accordés aux demandeurs qui cultivent des cultures arables ou pratiquent l'élevage de vaches allaitantes ou de brebis. Les paiements découplés sont versés aux demandeurs qui cultivaient des cultures arables ou des semences en 2006, élevaient du bétail en 2006, élevaient des brebis en 2007 ou disposaient d'un quota laitier au 31 mars 2007.

Ces versements constituent une mesure de soutien visant à assurer le renouvellement du secteur et à empêcher l'extension des terres inutilisées, ce qui est un effet supplémentaire de la mesure.

Les versements pour les cultures arables sont découplés de la production et sont accordés aux producteurs d'une manière égale, en fonction de la superficie des terres qu'ils cultivent, indépendamment de la production ou du rendement des cultures. Pour bénéficier de l'aide, il faut en outre remplir d'autres conditions.

Les versements pour l'élevage de vaches allaitantes et de brebis, sont accordés aux producteurs d'une manière égale, en fonction du nombre de têtes. Les animaux doivent être identifiés et inscrits au registre de l'élevage. La subvention ne vise pas à accroître la production et son montant n'est pas fonction du volume de la production, ni du niveau des prix ou des revenus.

Les versements pour les cultures arables (découplés) sont accordés aux personnes qui se consacrent à l'agriculture et qui avaient demandé à bénéficier de paiements directs nationaux complémentaires pour les cultures arables et les semences en 2006, conformément au nombre déterminé d'hectares consacrés aux cultures arables en 2006 pour lesquels une demande d'aide au titre du régime de paiement unique à la surface (RPUS) a été déposée pendant l'année en cours.

Les versements pour les semences (découplés) sont accordés aux personnes qui se consacrent à l'agriculture et qui avaient demandé à bénéficier de paiements directs nationaux complémentaires pour les cultures arables et les semences en 2006, conformément au nombre déterminé d'hectares

consacrés à la culture des semences qui ont été inspectés et agréés par l'Inspection chargée de la production végétale pour la certification des semences,

Les versements pour le bétail (découplés) sont accordés aux personnes qui se consacrent à l'agriculture et qui avaient demandé en 2006 à bénéficier de paiements directs nationaux complémentaires pour le bétail ou les vaches laitières croisées avec des races à viande au titre des versements pour les vaches allaitantes, conformément au nombre de têtes de bétail admis à bénéficier de ces aides en 2007.

Les versements pour le lait (découplés) sont accordés aux personnes qui se consacrent à l'agriculture, conformément aux contingents laitiers dont elles disposaient au 31 mars 2007.

Les versements pour les brebis (découplés) sont accordés aux personnes qui se consacrent à l'agriculture et qui avaient demandé en 2007 à bénéficier de paiements directs nationaux complémentaires pour les brebis, conformément au nombre déterminé d'animaux, la taille minimale du troupeau étant de dix bêtes en 2007.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 591,65 millions de couronnes estoniennes inscrits au budget de l'État.
Exercice 2008 – 780,25 millions de couronnes estoniennes inscrits au budget de l'État.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Aucun délai n'a été fixé.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

E. VERSEMENTS À TITRE D'AIDE EN CAS DE CATASTROPHES NATURELLES

Aucun versement n'a été effectué au titre de l'aide en cas de catastrophes naturelles en 2007 et 2008.

F. AIDE À L'AJUSTEMENT STRUCTUREL FOURNIE PAR LE BIAIS D'AIDES À L'INVESTISSEMENT

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme vise à aider les producteurs en leur apportant une aide financière pour la restructuration.

3. Fondement et législation

Autorité: Ministère de l'agriculture.

4. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

- Plan national estonien de développement 2004-2006 (PND 2004-2006);
- Plan estonien de développement rural 2004-2006 (PDR);
- Plan estonien de développement rural 2007-2013 (PDR 2007-2013);
- Loi du 24 mars 2004 sur la mise en œuvre de la politique agricole commune de l'Union européenne.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

- i) Les subventions à l'investissement sont fournies par l'intermédiaire du PND aux producteurs agricoles qui maintiennent de façon continue leur productivité économique ou qui peuvent y parvenir une fois les investissements réalisés. Le producteur doit aussi satisfaire à un minimum de prescriptions concernant l'environnement, l'hygiène et le bien-être des animaux. Les aides à l'investissement apportent un soutien à différents types d'investissement dans le domaine agricole:
- Mesure 3.1 – Investissements concernant les exploitations agricoles: accroissement de la compétitivité de l'agriculture grâce à l'élévation du niveau technologique et à l'amélioration de la qualité des produits.
 - Mesure 3.2 – Soutien à l'investissement en vue de l'amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles – mise en conformité de la transformation de la production agricole avec les nouvelles exigences du marché, recherche de nouveaux marchés pour les produits agricoles et amélioration du fonctionnement des circuits de commercialisation.
 - Mesure 3.4 – Investissement concernant l'amélioration intégrée des terres – amélioration des terres et développement de l'infrastructure liée au développement agricole.

Deux différents types de subventions sont aussi fournies par l'intermédiaire du PDR 2004-2006:

- Soutien aux exploitations agricoles en vue de satisfaire aux prescriptions de l'UE – ajustement de la production agricole, de l'élevage et de la protection de l'eau contre les dépôts de déjections animales
- Soutien aux exploitations où est pratiquée une agriculture de semi-subsistance, afin de fournir aux petites exploitations agricoles un soutien temporaire du revenu au cours de la période de transition postérieure à l'accession, et contribuer ainsi au maintien des petites exploitations agricoles et les rendre davantage viables du point de vue économique.

Les subventions sont accordées dans le cadre du PDR 2007-2013:

- Mesure 1.2 – Soutien aux agriculteurs âgés de moins de 40 ans pour la création de nouvelles exploitations. L'objectif est de faciliter la transition entre les générations.
- Mesure 1.4 – Soutien aux microexploitations agricoles en vue d'accroître la compétitivité agricole grâce à une diversification des activités
- Mesure 1.8 – Soutien aux mesures d'amélioration des terres grâce au maintien du système de drainage sur les terres agricoles

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 78,85 millions de couronnes estoniennes inscrits au budget de l'État.

Exercice 2008 – 150,47 millions de couronnes estoniennes inscrits au budget de l'État.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention est la période de validité du PND 2004-2006 et des PDR 2004-2006 et 2007-2013.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

G. VERSEMENTS AU TITRE DES PROGRAMMES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce soutien est accordé pour l'emploi de méthodes de production respectueuses de l'environnement et durables. Il est aussi accordé pour le boisement de terres agricoles non adaptées à la production agricole et qui ne sont plus cultivées.

3. Fondement et législation

Autorité: Ministère de l'agriculture.

4. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

- Loi portant réglementation du développement rural et du marché agricole du 21 avril 2004;
- Loi portant réglementation du développement rural et du marché agricole du 19 juin 2008;
- Plan estonien de développement rural 2004-2006 (PDR 2004-2006)
- Plan estonien de développement rural 2007-2013 (PDR 2007-2013)

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Ce soutien vise à introduire des méthodes de production respectueuses de l'environnement et à accroître la part de l'agriculture biologique dans l'agriculture traditionnelle, afin de promouvoir un environnement durable en limitant l'utilisation d'engrais et de pesticides dans le traitement des produits alimentaires biologiques et de faciliter la préservation de la fertilité naturelle du sol, le maintien de la diversité biologique et l'utilisation continue de formations herbeuses semi-naturelles. L'aide, qui est accordée chaque année, est calculée sur la base des recettes sacrifiées et des coûts additionnels résultant des mesures prises et de la nécessité de prévoir des incitations. Les versements dépendent de limitations concernant l'utilisation d'engrais, de produits pour la protection des végétaux et autres intrants.

Le soutien au boisement des terres agricoles non adaptées à la production agricole et qui ne sont plus cultivées est accordé par le biais du PDR 2004-2006 afin de contribuer au maintien de la diversité des paysages et à l'utilisation raisonnable de terres de qualité inférieure (d'une qualité inférieure à 35).

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 77,67 millions de couronnes estoniennes inscrits au budget de l'État.

Exercice 2008 – 85,72 millions de couronnes estoniennes inscrits au budget de l'État.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention est la période de validité du PDR 2004-2006 et du PDR 2007-2013.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

H. VERSEMENTS AU TITRE DES PROGRAMMES D'AIDE RÉGIONALE

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif général de la mesure est d'assurer une utilisation continue des terres dans les zones moins favorisées et dans les zones appartenant au réseau Natura 2000.

3. Fondement et législation

Autorité: Ministère de l'agriculture.

4. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

- Plan estonien de développement rural 2004-2006 (PDR 2004-2006)

- Plan estonien de développement rural 2007-2013 (PDR 2007-2013).

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'objectif de la mesure est d'assurer une utilisation continue des terres dans les zones défavorisées. Selon les estimations, il existe en Estonie environ 465 000 ha de terres agricoles qui rentrent dans la catégorie des zones défavorisées.

Compte tenu de la nécessité de maintenir la diversité biologique et la diversité des paysages, il importe, dans les zones appartenant au réseau Natura 2000, d'accorder un dédommagement pour les restrictions visant les terres agricoles. Cette compensation est versée dans le cadre du PDR 2004-2006 et du PDR 2007-2013.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – 25,27 millions de couronnes estoniennes inscrits au budget de l'État.
Exercice 2008 – 28,20 millions de couronnes estoniennes inscrits au budget de l'État.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention est la période de validité du PDR 2004-2006 et du PDR 2007-2013.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

I. SOUTIEN CONCERNANT LES ASSURANCES

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Cette mesure de soutien vise à faciliter l'assurance des cultures, des animaux et des élevages de poissons contre les catastrophes naturelles et à encourager les producteurs à assumer une part de responsabilité plus grande en cas de dommages.

3. Fondement et législation

Autorité: Ministère des finances, Ministère de l'agriculture.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Loi du 19 juin 2008 sur le développement rural et la réglementation du marché agricole.

5. Forme de la subvention

Don.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Le soutien est accordé aux agriculteurs qui, par mesure de précaution, ont souscrit une assurance couvrant les cultures, le bétail, les volailles ou les abeilles contre des phénomènes météorologiques défavorables pouvant être assimilés à des calamités naturelles et/ou contre les maladies animales et végétales et les infestations parasitaires (Règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission, article 12). Pour bénéficier de l'aide, les producteurs doivent acquitter les primes d'assurance de manière adéquate et ponctuelle et doivent être inscrits auprès de l'Office des registres agricoles et de l'information.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Exercice 2007 – aucune subvention n'a été accordée.

Exercice 2008 – 0,22 million de couronnes estoniennes inscrit au budget de l'État.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La subvention est en vigueur jusqu'à la fin de 2013.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.

J. EXEMPTION DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS

1. Période sur laquelle porte la notification

2007, 2008.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Cette exonération vise les produits agricoles dont la production nécessite du combustible diesel faisant l'objet d'un marquage fiscal. Elle vise à réduire la pression fiscale sur le secteur agricole.

3. Fondement et législation

Autorité: Ministère des finances, Ministère de l'agriculture.

4. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

- Directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité;
- Loi sur les droits d'accise visant l'alcool, le tabac et les carburants;
- Loi du 21 avril 2004 sur le développement rural et la réglementation du marché agricole;

- Loi du 19 juin 2008 sur le développement rural et la réglementation du marché agricole.

5. Forme de la subvention

Exonération fiscale.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Cette exonération vise les produits agricoles dont la production nécessite du combustible diesel faisant l'objet d'un marquage fiscal.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

L'exonération est calculée en tenant compte de la différence entre le taux normal et le taux réduit.

Exercice 2007 – L'exonération est évaluée à quelque 287,42 millions de couronnes estoniennes.

Exercice 2008 – L'exonération est évaluée à quelque 449,24 millions de couronnes estoniennes.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Aucun délai n'a été fixé.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

n.d.
